

Comprendre les contradictions de l'époque actuelle pour avancer dans la prolétarisation de VP

Préambule :

Il y a deux ans, le dernier congrès de VP fixait comme objectif la prolétarisation de l'organisation. Cette orientation est mise en œuvre. Toutefois, sa concrétisation complète suppose un certain nombre de conditions politiques qui, si elles ne sont pas réunies, risquent de rendre vaines cette ambition. Ces conditions, que cette résolution cherche à préciser, sont au nombre de 6.

- La première est d'abord la conscience que la lutte de la classe ouvrière de France s'inscrit dans un cadre international. Nous devons comprendre et faire comprendre les multiples aspects par lesquels celui-ci conditionne la lutte en France. L'enjeu est particulièrement important dans notre lutte contre toutes les formes de chauvinisme réformiste.
- La deuxième concerne l'analyse de la situation politique, et donc les rapports des classes entre elles, l'attitude de la classe ouvrière, l'appréciation des luttes politiques, fussent-elles menées par d'autres que la classe ouvrière. Des appréciations diverses des difficultés ou des changements actuels peuvent se déduire des tactiques de ralliement ou de dégagement différentes. Or il existe dans l'organisation des divergences d'appréciation qui inévitablement, induisent une conception différente des tâches.
- La troisième est l'appréciation du réformisme contemporain, de son influence, de la tactique de lutte à adopter pour réduire son influence parmi les travailleurs, ou au sein des mouvements auxquels nous participons.
- La quatrième touche à l'analyse du mouvement dit révolutionnaire, de son influence, de ses caractères, de son évolution, et en conséquence de la manière dont, il intervient dans la transformation des conditions subjectives du moment. Cette analyse doit déboucher sur une tactique d'unité et de lutte. Dans les dernières années nous avons surestimé le potentiel d'évolution politique des courants issus du trotskisme. Nous reviendrons sur ces points.
- Nous devons ensuite mieux comprendre, les contradictions objectives et subjectives de la classe ouvrière. S'il y a un regain des luttes ouvrières, et si celui-ci constitue un atout pour le travail révolutionnaire, il ne faut pas en sous-estimer le caractère contradictoire, si on veut l'élever en conscience et organisation.
- Le dernier point concerne notre conception de la prolétarisation, tant en terme d'orientation générale, que de style de travail. Prolétariser l'organisation ne peut pas se réduire à coller plus avec les luttes immédiates de la classe ouvrière, ce serait faire de l'économisme. Toutefois nous avons des difficultés à transformer les rapports de sympathie en militance dans VP et à établir un lien politique vivant entre ces luttes et notre perspective dans le dégagement de nouveaux militants.

1 Où en est la lutte de classe en France aujourd'hui ?

1-1 Un environnement international

Un prolétariat en développement

De la baisse du nombre des ouvriers en fixe des grandes usines, des idéologues bourgeois et petit-bourgeois en ont théorisé que le prolétariat était sur le déclin. Mais la baisse relative des prolétaires d'industrie en France est largement compensée, au niveau mondial, par un développement massif. C'est dans cet ensemble que nous devons situer notre travail dans la classe ouvrière de France.

Un chauvinisme européen en formation

Nous devons aussi enrichir notre analyse sur comment la classe ouvrière de France s'intègre dans "l'espace social européen". L'Europe économique est déjà une réalité dominante (dont il faudrait affiner l'analyse: place et politique des multinationales à base européenne). L'Europe politique, en particulier dans ses aspects sociaux réactionnaires (Maastricht, Schengen), a fait des pas importants qui aggravent les conditions de vie de millions de prolétaires en Europe et dans les pays dominés. Du Portugal à la Russie, du Sénégal à la Chine, nous savons que nos luttes sont imbriquées, indissolublement liées. Toutefois, les frontières nationales n'ont disparu ni dans les têtes, ni dans la réalité. L'éducation à une pratique réellement internationaliste, la rupture totale avec toute défense de la "forteresse Europe", la dissociation avec toute assimilation à "notre" impérialisme constituent le contenu anti-impérialiste de la prolétarisation de Voie Prolétarienne.

Une lutte de classe de plus en plus internationalisée

Le processus révolutionnaire est et sera de plus en plus internationalisé. Et désormais, l'élément décisif est la mise en avant, comme construction pratique de notre camp, de l'unité des prolétariats des diverses régions du monde bien avant des tactiques de "front populaire" nationales avec d'autres catégories sociales (petite-bourgeoisie des villes et des campagnes). Pour cela, les contacts, les relations, les échanges avec des organisations révolutionnaires du monde entier ont, aujourd'hui, pour le travail politique de VP, une importance plus grande que les échanges avec des organisations françaises.

Outre la propagande générale, cela se traduit à notre niveau par des tâches particulières. La solidarité de classe avec les travailleurs immigrés sans-papiers en est un aspect fondamental, mais il n'est pas le seul. La lutte face aux restructurations nous a poussé et doit nous pousser encore à faire connaître aux travailleurs, avec qui l'on se bat, la réalité du combat de ceux qu'on nous présente comme des concurrents. La politisation que l'on fait autour de nous sur les luttes dans le monde qui font l'actualité du moment est d'autant plus grande qu'elle peut s'appuyer sur des échanges avec des révolutionnaires des régions concernées. Ces activités se situent dans notre perspective stratégique : renforcer l'unité internationale des exploités, par tous les moyens, et, politiquement, rappeler sans cesse que les premiers alliés des ouvriers de France sont les ouvriers d'Europe et ceux des pays dominés par l'impérialisme français.

1-2 Les enjeux de l'analyse de la situation politique actuelle

Prenons du recul pour juger de la période présente.

- Les années 70, sur la dynamique de 68, ont été des années d'exaltation des luttes spontanées de classe ouvrière, en particulier de celles des OS, avec en contrepartie, une sous-estimation des questions politiques, organisationnelles et théoriques par un mouvement révolutionnaire qui en France était à son apogée. Trois événements majeurs surviennent au milieu des années 70. La fin des luttes d'indépendance et anti-impérialistes, qui avaient été un facteur important de mobilisation de la petite bourgeoisie (Vietnam, colonies portugaises), et la défaite des maoïstes en Chine. Enfin, l'entrée du capitalisme dans un cycle de crises et d'instabilité, qui avec l'explosion du chômage allait briser l'élan des luttes ouvrières, dont le reflux s'avéra dévastateur pour les organisations dites révolutionnaires, particulièrement pour les organisations ML.
- Avec les années 80, le reflux ouvrier atteint son fond, par la conjonction de l'impuissance des luttes spontanées à enrayer les restructurations industrielles, de la destruction des relations sociales et de solidarité dans les entreprises restructurées où la précarité s'accroît, et du désarroi idéologique et politique conséquence de la découverte par les masses ouvrières de la nature réelle de la gauche réformiste. Les luttes politiques sont alors dominées par les mobilisations des jeunes issus de l'immigration, par la lutte contre le racisme et la montée de l'extrême droite. La gauche se fait la promotrice de l'idéologie libérale, de l'entreprise par qui le salut arrivera.
- Les années 90, marquent une inversion de tendance, sans entamer le désarroi politique et idéologique de la classe ouvrière. Le discours libéral de la gauche sur les restructurations comme nécessaire modernisation des entreprises, a de moins en moins de prise sur les travailleurs, pour qui il devient de plus en plus évident que les restructurations sont une nécessité sans fin des capitalistes en guerre économique perpétuelle. Prospères ou pas les entreprises licencient, ferment

des sites, développent la précarité. La débâcle des pays de l'Est, est l'occasion d'une exacerbation du discours anticommuniste. Ce qui aux yeux des prolétaires ferme une issue alternative, les poussant ainsi vers d'autres idéologies (religions notamment) qui ont comme point commun de ne pas remettre en cause les fondements du capitalisme même si elles en critiquent, à la marge, les méfaits. Mais la permanence des désordres sociaux dans le vieux monde capitaliste, les affaires de corruption, l'exacerbation de l'écart entre les riches et les pauvres, tant au plan mondial que dans chaque pays, comme les interventions impérialistes travesties en interventions humanitaires, ont entamé le crédit des politiques bourgeoises. En France les grèves de décembre 1995, ont encouragé cette évolution, sans que ce sursaut et l'accumulation des luttes n'aient encore qualitativement transformé le rapport de classes.

De quel point de vue juger de la situation actuelle ?

- La situation actuelle s'inscrit dans l'évolution amorcée dans la décennie 90. La situation politique est incontestablement meilleure qu'il y a dix ans, alors que nous écrivions notre brochure " nous vivons une époque formidable ". Toutefois, les conclusions que nous pouvons tirer de cette appréciation ne sont pas indépendantes de nos points de vue politiques.
- Nous pouvons analyser systématiquement le contenu politique des mouvements sociaux avec comme critère ce que doivent être des mouvements dirigés d'un point de vue communiste. Alors nous constaterons qu'ils sont encore bien loin de nos attentes. Les luttes de la classe ouvrière sont indécises et fragmentées, les grands mouvements sociaux qui font l'actualité politique (95, enseignants, sans papiers, femmes), sont le fait de couches petites bourgeoises, ou sont dominées par le démocratisme. Dans l'ensemble la classe ouvrière n'est pas encore l'acteur principal de ces luttes. Politiquement c'est un nouveau réformisme qui tient le haut de pavé médiatique et militant (ATTAC, Confédération paysanne, manifestations anti-mondialisation).
- Un tel point de vue peut être le fait d'une conception ouvriériste et économiste de la prolétarisation de l'organisation. Il n'est pas absent de VP. Adopter un tel point de vue serait nous condamner à un certain attentisme, et à négliger les potentialités politiques de la situation actuelle, au lieu d'en faire des leviers dans le développement de notre politique et de notre capacité d'organisation.

Quelles sont les potentialités politiques de la situation actuelle ?

- Les contradictions fondamentales de l'impérialisme d'aujourd'hui, lui interdisent d'assurer à la fois l'accumulation rentable du capital, et la croissance du bien-être, de la sécurité pour la majorité des travailleurs. Elles accentuent son caractère réactionnaire tant sur le plan des droits sociaux que démocratiques des travailleurs. La guerre économique généralisée atteint aujourd'hui des travailleurs jusqu'alors protégés par leur appartenance à des entreprises ou des services publics. Cette réalité est à la fois un facteur de mise en lutte de travailleurs, de discrédit du capitalisme et d'éveil des consciences qui sur sa propre dynamique ne peut guère aller plus loin que l'utopie d'un capitalisme régulé.
- Les luttes contre la mondialisation sont portées encore principalement par des secteurs petits bourgeois. Mais réduire ces mouvements au contenu qui leur est donné par leurs acteurs principaux, ne pas voir ce qu'ils traduisent, comme crise idéologique de secteurs jusqu'alors passivement à la remorque de la bourgeoisie, négliger le potentiel de débat, d'éducation, d'encouragement que ces mouvements peuvent permettre dans notre travail ouvrier, c'est à coup sûr nous affaiblir.
- La continuité des politiques sociales gouvernementale de droite a engendré de forts mouvements de riposte. Il y a eu celles résultant de la remise en cause des statuts des travailleurs des secteurs publics et parapublic (décembre 95, Postes, enseignants, santé...), les luttes des sans papiers, et les ripostes à la loi Aubry qui accentue la flexibilité et la précarité dans le travail de tous. Ces luttes sont des stimulants à la lutte, à la réflexion et aux débats politiques, dans et hors de la classe ouvrière.
- Mais il ne s'agit pas d'une réactivation générale. Les ouvriers du privé restent hors du mouvement de 95, les luttes des Sans-Papiers ne suscitent pas la solidarité active des ouvriers d'usine, ni celle

des immigrés en règle, le chauvinisme continue de marquer la conscience des travailleurs comme nous le disions dans notre brochure "Nous vivons une époque formidable, la loi Aubry ne suscite pas de mouvement d'ensemble. Apparaissent des luttes le "dos au mur", adoptant des modes d'actions illégaux au regard du droit bourgeois, alors que les confédérations syndicales s'inscrivent dans des négociations consensuelles. Une fraction croissante des travailleurs se détache des grandes centrales dont l'autonomie idéologique et financière à l'égard de l'état bourgeois se réduit, pour se tourner vers de nouveaux syndicats (SUD, CNT). Mais la CGT conserve une influence non négligeable sur la classe ouvrière, et la majorité des travailleurs se replie dans un attentisme fortement marqué d'individualisme.

- La réactivation relative de la classe ouvrière a un écho dans la société, qui trouve son illustration dans des films (tel "Ressources humaines" ou d'autres). Certains secteurs de la petite bourgeoisie se tournent vers elle. La contradiction principale bourgeoisie / prolétariat, marque la conscience des couches intermédiaires, et si la classe ouvrière par ses luttes n'est pas encore suffisamment forte politiquement pour polariser positivement, le capitalisme est suffisamment discrédité pour repousser vers la classe ouvrière une partie de ces couches intermédiaires. Facteur positif, qu'une conception ouvriériste de la prolétarisation risque d'occulter. D'autres choisissent l'extrême-droite ou un refuge spirituel dans des sectes, des religions ou assimilés, ce qui explique leur renaissance.

Dans notre brochure, nous concluons sur la nécessité de lutter contre l'anarcho-syndicalisme. Cela est toujours d'actualité. Il est inévitable que dans un contexte de discrédit des expériences socialistes passées, de discrédit des partis bourgeois, le regain militant reprenne une vieille tradition française de réflexes anarcho-syndicalistes. Cela n'enlève rien au caractère positif de ce regain. Nous sommes dans une période d'accumulation d'expériences positives, de ruptures qui n'ont pas encore débouché sur un saut qualitatif.

1-3 Crise des partis réformistes ! Permanence du réformisme et Nouveaux réformisme ?

Les partis de gauche sont des partis de la bourgeoisie :

- La social-démocratie (SD), élargie à l'ancien parti « communiste », est gestionnaire des affaires du Capital: Elle poursuit la politique réactionnaire de la droite ancienne, sous d'autres formes. Elle engage de nouvelles attaques contre les avantages acquis, contre les conventions collectives, les statuts, les droits du travail... La gauche plurielle " réforme " à l'envers : sur la Sécu, c'est la poursuite du plan Juppé vers l'assurance privée. Sur les droits démocratiques : elle les restreint (Sans Papiers et immigration notamment). Sur les retraites : elle pousse à la capitalisation, à l'allongement de la durée du travail et à la diminution des pensions. Sur le travail : elle le précarise.
- Cette politique est l'expression des nécessités de la guerre économique et des contradictions de l'impérialisme contemporain. La politique réformiste ancienne, fondée sur la régulation keynésienne, pilotée par l'état, est maintenant impossible dans un marché mondial des marchandises, des services et de l'énergie. Les barrières douanières tombent, les monopoles publics (déjà monopoles impérialistes) élargissent leur intervention sur ce marché mondial.
- Ce gouvernement conserve son crédit parmi les couches supérieures de la petite bourgeoisie, et subit un discrédit croissant parmi les autres couches (PB et travailleurs). Mais l'absence d'alternative visible, organisée et crédible ramène encore vers un vote pour la gauche plurielle une partie importante des travailleurs y compris des ouvriers (même si le vote LO est en progrès).
- La gauche plurielle au gouvernement, c'est le gouvernement du capital. Le PS, qui en est le noyau, est le parti du capital impérialiste français à l'époque de l'ouverture totale des marchés. Sa base est constituée de plus en plus par les couches supérieures de la petite bourgeoisie, alors que le PCF et Verts sont des partis des couches intermédiaires de la PB.
- Dans ces conditions le terme de "réformiste" n'est plus approprié au PS, de plus en plus explicitement agent de la "contre-réforme libérale". Il s'avère être le meilleur gestionnaire de cette alliance de classe entre les monopoles impérialistes (et mondialistes) et certaines couches salariées pro-européennes, (voire mondialistes).

- Verts et PCF représentent un vaste courant aux ambitions encore réformistes, mais impuissantes où les différents clivages secondaires se retrouvent dans les deux organisations. Au sein de ceux-ci existe un large consensus économique sur le marché et sur le rôle de l'état, régulateur, mais pas acteur économique direct. Les clivages au sein de ce courant portent sur les questions dites de société (écologie, droits démocratiques, sans papiers), clivages forcément relativisés par le consensus économique, mais qui permettent au PCF et aux Verts de s'inscrire (en les dévoyant) dans les mouvements sociaux qui s'opposent au gouvernement sur ces questions.

La crise du PCF s'achève par son ralliement à la gestion du capitalisme

- Le principal courant réformiste auquel nous sommes confrontés dans la classe ouvrière, le PCF, connaît une crise profonde qui est l'aboutissement d'un processus ancien, accéléré par l'effondrement des pays de l'Est. Ce qui faisait sa spécificité politique (étatisme, nationalisations, chauvinisme français outrancier et référence à la classe ouvrière...) s'est estompé, (CF sa référence au rôle des nationalisations). Il achève sa fusion avec la Social-démocratie.
- La crise du PCF, n'en déplaisent à ceux qui comme LO accordent encore une valeur au "C" de PCF, est le signe que celui-ci n'était plus depuis longtemps un parti révolutionnaire. Sa base sociale principale, aristocrates et bureaucrates ouvriers, a été laminée par les vagues de restructuration successives. Accroché au "produisons français", à la défense de leurs privilèges, méprisant les masses ouvrières (en particulier immigrées), le PCF s'est isolé dans une classe ouvrière désorientée, mais qui avec raison ne peut plus voir en lui son représentant. Pour autant, pour survivre dans le paysage politique, il lui faut trouver une autre base sociale encore non laminée et c'est ce qu'il fait en flirtant avec les positions d'ATTAC et compagnie. D'ailleurs on y retrouve nombre de militants du PCF sur un discours somme toute assez proche.
- Son effondrement organisationnel dans la classe ouvrière est général. Sa capacité de nuisance organisationnelle a diminué, et s'il ne peut plus guère s'opposer frontalement à un mouvement, lui échappant, les idées qu'il a semées restent les idées réformistes dominantes dans la classe ouvrière, et nombre de travailleurs conservent l'espoir d'un capitalisme régulé par un état socialement neutre.

Il garde néanmoins un poids important à travers la direction de la CGT qui, parmi les travailleurs, demeure la force numériquement et politiquement la plus importante. Le PCF, bien qu'affaibli, continue à la structurer, tant politiquement que par le nombre de ses militants qui restent à la tête de ses organisations.

L'affaiblissement et la crise d'identité au PCF se traduit chez ses militants par une conscience moins forte de l'appartenance à ce parti. Cet affaiblissement se traduit, de plus, par la prise en charge croissante de structures par des militants qui partagent l'essentiel des orientations du PCF dans la CGT, mais qui ne sont pas encartés politiquement.

Ce qui caractérise d'abord le réformisme de la CGT est l'acceptation croissante des règles fondamentales du fonctionnement du capitalisme : les lois du marché, la nécessité que l'entreprise fasse du profit, que les produits soient compétitifs etc. Cette acceptation s'accompagne d'une défense chauvine des entreprises françaises. Le chauvinisme français tend à s'estomper au profit d'un chauvinisme européen, consécutif aussi à l'entrée de la CGT dans la CES (Confédération Européenne des Syndicats), mais il est toujours présent. L'acceptation des règles du jeu capitaliste va aussi avec une vision d'un capitalisme gardant une intervention de l'Etat au niveau des lois, du salaire indirect et de l'économie. Il va, en particulier, avec une défense du dit "Service Public" qui est d'abord le service du capital.

Nous sommes confrontés dans la CGT à une évolution, visible en particulier aux derniers congrès, qui tend vers une adaptation de plus en plus grande aux contraintes du capitalisme. Cette volonté d'apparaître comme un syndicat de proposition se heurte, ces dernières années, à la gourmandise du patronat, à la vivacité de ses attaques, ainsi qu'à l'empressement de la CFDT d'y adhérer, et qui pour cela double systématiquement la CGT sur sa droite. Néanmoins ce syndicalisme de proposition est depuis longtemps une réalité comme l'indiquent la majorité des accords sur la RTT signés par des syndicats CGT. Une telle orientation était de toute façon déjà mise en œuvre depuis des dizaines

d'années, de haut en bas de l'appareil, aussi bien dans les réunions paritaires centrales qu'au sein des entreprises, dans les rapports quotidiens avec les directions. Nous devons ainsi combattre à tous les niveaux un réformisme d'opposition/collusion avec les patrons. L'appareil CGT tente de la sorte, pas toujours avec succès, d'établir un tel rapport avec les patrons et les travailleurs, en se chargeant ainsi à la fois d'organiser une certaine résistance mais aussi d'accompagner la dégradation en détournant les masses d'un combat frontal contre la bourgeoisie. C'est sur cette ligne que la CGT garde un rôle dans l'organisation de travailleurs poussés à la marge (chômeurs, sans-papiers, Cellatex). De ce point de vue, l'évolution de la CGT est différente du recentrage de la CFDT de 1978.

Cette politique n'est pas simplement le fait de la conviction réformiste de ceux qui la portent. Elle s'appuie aussi sur la participation d'une frange importante des directions CGT à la gestion d'une série d'organismes liés au salaire indirect (CE, mutuelles...). Ceux-ci constituent une bureaucratie ouvrière qui, si elle n'est pas très importante numériquement, occupe des places dirigeantes dans les syndicats et les construit en partie sur une base clientéliste autour de ces structures. La politique récente du patronat consiste d'ailleurs, en entreprise, à privilégier ce type de délégués au détriment de délégués de base plus proches des revendications du personnel. A cela s'ajoutent les subventions des grandes entreprises aux fédérations par le biais, en particulier de la publicité dans la presse syndicale. Cette bureaucratie ouvrière se trouve ainsi intégrée dans les rouages économiques du système et sous la menace périodique de la bourgeoisie de lui couper les vivres. La grève de décembre 95 a freiné son déclin et renouvelé l'intérêt que pouvait trouver la bourgeoisie à son existence.

Les éléments ci-dessus existent indépendamment de la participation du PCF à la gestion de l'Etat. L'accession du PCF au gouvernement a cependant consolidé les évolutions au sein de la CGT. Le syndicalisme de proposition et de clientélisme trouve là un support pour s'exercer. Cela contribue aussi à neutraliser les oppositions et orienter les revendications dans un sens qui épargne le gouvernement (35 heures Aubry, CMU, PARE...).

On aurait tort, cependant, de considérer la CGT comme un tout homogène en phase et au service des capitalistes. A l'encontre d'un certain nombre de militants au regard tourné vers les SUD, un certain nombre de phénomènes font qu'il reste intéressant d'y militer.

D'abord, ce qu'on a coutume d'appeler la "recomposition syndicale" traite en fait pour l'essentiel du développement de nouveaux syndicats dans la fonction publique. Dans la classe ouvrière, la recomposition a bien eu lieu, mais au profit de la CGT. Sauf exceptions locales, le syndicat regroupant les travailleurs combatifs est la CGT. De nombreux secteurs très exploités se retrouvent dans la CGT, même s'ils ne constituent pas le gros des forces organisées. Celles-ci sont dans des secteurs ouvriers ou employés, dans le secteur public en particulier, qui jusqu'à il y a peu se croyaient protégés. Le déclin de ces catégories réveille chez elles des attitudes contradictoires entre la volonté de refonder un syndicalisme de collaboration de classe et la recherche d'alliés pour faire face à une dégradation qui semble ne plus avoir de fin. Sous certaines conditions, cela peut favoriser des mouvements et des solidarités nouvelles, le mouvement de décembre 1995 en est un exemple.

Un nouveau réformisme ?

- Le discrédit du capitalisme ne se manifeste pas seulement au sein de la classe ouvrière. Il touche aussi les autres couches sociales ébranlées par l'évolution du rôle de l'Etat (Petite bourgeoisie salariée, fonctionnaires...), par la mondialisation du capital et de façon plus floue, par la régression sociale profonde vers laquelle nous conduit le capitalisme en ce début du 21ème siècle. Ce réformisme "anti-ultra libéralisme" (anticapitalisme partiel s'incarne dans des syndicats, associations, conflits, mouvements, qui comme ATTAC, la Confédération Paysanne ou les syndicats SUD, touchent principalement des couches petites bourgeoises.
- Ces syndicats et les associations qui le composent cultivent leur autonomie organisationnelle à l'égard des partis de gauche discrédités dont ils constituaient auparavant la base sociale. Mais, ils n'en sont pas véritablement indépendants politiquement et idéologiquement. Car outre l'investissement de nombre de militants réformistes (PCF et verts) dans ces associations, celles-ci ne se démarquent pas fondamentalement en terme de perspectives. Ils cultivent en même temps le refus de toute nécessité d'organisation, préférant fonctionner au minimum, en réseaux, se privant (volontairement ?) d'être une force efficace et porteuse d'un projet alternatif crédible.

- Le programme de toute cette mouvance de "nouvelle gauche" est celui de la "résistance", à ce que la "*mondialisation*" pour certains, ou "*l'hégémonie sans partage du marché*" pour d'autres, entraînent. Nulle perspective de socialisme (ou même de nécessaire "alternative de rupture") n'est développée dans leur programme. Les directions de ces mouvements, ses représentants politiques cultivent même un anticommunisme tout à fait en phase avec l'idéologie bourgeoise dominante.
- Ce "nouveau réformisme" politique ou social propose une politique de régulation keynésienne : « relance par la consommation », renforcement du rôle régulateur de l'état face aux marchés. Ce qui différencie cette nouvelle gauche de l'ancienne au niveau du programme réel est peu important. Cela permet à tous les opportunistes de s'y retrouver, et de passer de l'un à l'autre. Seul la tactique les différencie avec un souci plus marqué pour les questions sociales et les mobilisations larges que pour les échéances électorales. Ils mettent en avant la démocratie directe mais derrière le fédéralisme affiché, savent produire de nouvelles bureaucraties. Certains sont pour la lutte, voire même "l'action directe" (reflet d'un discrédit de la politique bourgeoise traditionnelle), les autres se contenteraient bien de doux salons institutionnels. Ce "nouveau réformisme" est encore un mouvement très éclaté.
- Face au dynamisme de ces nouveaux réformistes, le PCF oscille démagogiquement (électoratisme oblige), et peut être opportunément (base sociale, contradictions internes), entre ancienne et nouvelle gauche, mais en fin de compte fait cause commune avec le gouvernement. Quant à la LCR, son évolution réformiste se confirme. La LCR en arrive (quelles que soient ses oppositions internes de gauche) à l'unité avec les "anti néo capitalistes" du très libéral humaniste "Monde Diplomatique". Elle est particulièrement active (et radical dans l'action) dans ce domaine, et elle marque des points (AMI, ATTAC...)
- Ces oppositions nouvelles, qui se qualifient parfois "d'anticapitalistes", ont le mérite de révéler l'ampleur du mécontentement des couches "intermédiaires" et d'en montrer les limites réformistes. Elles ont aussi le mérite de porter le débat sur des questions qui touchent aux mécanismes fondamentaux de la société capitaliste, même si leur discours alternatif édulcore la portée de leurs critiques.
- Il est d'autant plus important d'analyser et de se situer que ces courants ont une base syndicale en croissance régulière depuis ces dernières années. Si les syndicats restés à la CFDT connaissent une crise grandissante (disparition de "CFDT en Lutte"), ce n'est pas le cas des syndicats SUD, en développement. Animés par la volonté de construire un syndicalisme différent, ouvert sur les luttes en dehors de l'entreprise, de nombreuses structures se construisent avec dynamisme.
- Il s'agit d'un phénomène positif auquel nous devons contribuer sans se faire d'illusion, cependant, sur la portée des ruptures et leur capacité réelle de construire un syndicalisme réellement révolutionnaire. Politiquement, la majorité des militants se rattachent à ce nouveau réformisme. Syndicalement, elles restent, en effet, marquées par la défense sectorielle et le corporatisme et leur succès aboutit, le plus souvent, à une certaine institutionnalisation d'une bureaucratie syndicale. Les phénomènes de bureaucratisations par la gestion des œuvres sociales, qui touchent la CGT et la CFDT, les touchent aussi.
- Cependant, il serait erroné de se limiter à ces seuls aspects. Les débats qui les traversent voient une forte minorité s'opposer à la construction d'un syndicalisme réformiste. La précarisation va continuer et peut mettre en cause cette institutionnalisation. Le retour à la base de l'ancienne direction de SUD PTT manifeste une résistance de la base à cette évolution. ”
- S'il nous faut combattre les points de vue de droite - soutien sans critique à tout ce qui bouge, il faut se garder de tomber dans la critique de "gauche", critique sectaire sans en voir les aspects positifs, c'est à dire ce en quoi ces mouvements sont révélateurs de questions, d'enjeux qui concernent bien la classe ouvrière, de voir aussi que dans certains cas, ils organisent des secteurs prolétariés dans lesquels nous intervenons. Un tel point de vue peut-être le fait d'une conception ouvriériste et économiste de la prolétarianisation de l'organisation. Il n'est pas absent de VP. Nous devons analyser la dynamique de ce "nouveau réformisme", comprendre sa base sociale, en saisir ainsi l'avenir possible et définir notre ligne de conduite. Le travail de dégagement d'une nouvelle

conscience de classe prolétarienne doit intégrer aussi ces réalités, puisqu'une classe se définit toujours par rapport aux autres classes.

1-4 Les réformistes dans les mouvements et la lutte contre leur influence

Une influence inévitable ?

- Le PS est devenu le représentant effectif de la bourgeoisie au gouvernement. Il n'empêche qu'il conserve une influence notable sur d'importants secteurs de travailleurs, via la bureaucratie syndicale et les syndicats gestionnaires (CFDT en particulier). On l'a vu notamment au travers de la signature des accords 35 heures. Par ailleurs, il conserve également une influence sur des secteurs de la jeunesse via les associations (SOS Racisme) ou les réseaux associatifs municipaux.
- Il est inévitable que des courants réformistes soient présents dans les luttes politiques (PCF, Verts : Egalité des droits, sans papiers, chômage, anti-mondialisation). La présence des courants réformistes dans ces mouvements est, entre autre, la conséquence de la crise politique des organisations réformistes (PCF – plus d'autonomie de fait des militants), de la sensibilité à la crise sociale sur lequel débouche le capitalisme et des aspirations démocratiques des couches qui en forment la base sociale.
- L'influence des partis réformistes (PC et verts) dans des mouvements, souvent nés contre eux (sans papiers, mouvements de chômeurs), est rendue possible par l'unité idéologique (et au fond politique) qui existe entre leurs positions et celle d'une partie importante des acteurs de ces mouvements. Soit du fait de leur origine sociale (petite bourgeoisie) soit du fait de leur insuffisante conscience politique (sans papiers). Cette réalité ne peut changer que par la lutte et l'éducation politique.
- Mais cette hégémonie ne va pas de soi.. Si nous pensons que les partis réformistes sont de façon très significative discrédités, leur capacité à reprendre le contrôle de mouvements nés hors de leur sphère d'influence habituelle, ne peut être que la conséquence de la faiblesse ou de la défaillance des organisations porteuses d'un point de vue de classe sur cette question, et l'absence de parti de la classe ouvrière.
- Le travail d'actualisation de VP sur la tactique des communistes dans le mouvement de masse restant insuffisamment approfondi, les résolutions du 5^{ème} Congrès ne traitent, volontairement, ni des principes politiques, ni des conditions générales d'application du Front Unique prolétarien. Le travail d'analyse, d'enquête et d'actualisation politique de la tactique de Voie Prolétarienne dans le mouvement de masse, en particulier de la tactique du Front Unique prolétarien, est une des clés pour gagner les ouvriers les plus avancés, et par conséquent, pour la prolétarianisation de l'organisation et son unité. La direction de VP issue de ce 5^{ème} congrès doit donc lui accorder une attention toute particulière pour en faire un objectif politique privilégié.

1-5 Le mouvement dit révolutionnaire

- L'extrême-gauche regroupe aussi bien des forces révolutionnaires que des forces au réformisme caractérisé. Nous classons la LCR, au moins dans ses composantes petites-bourgeoises majoritaires, parmi ces dernières. Son programme d'étatisation, son absence de démarcation par rapport au gouvernement, comme son attitude concrète dans les luttes, en font, aujourd'hui, un adversaire systématique au sein des mouvements où nous la côtoyons.
- Mais l'extrême gauche, c'est aussi des forces intermédiaires, qui combinent à la fois des aspects révolutionnaires et des aspects réformistes. Nous les caractérisons de centristes. Ce sont elles qui sont aujourd'hui dominantes.

Après 1995, une recomposition centriste

- La principale force parmi les travailleurs est Lutte Ouvrière. Elle parvient à organiser une frange en rupture avec le PCF et hostile au gouvernement. Mais les thèmes qu'elle développe ces dernières années restent marqués par le réformisme. La réquisition des entreprises qui font des bénéfices et

qui licencient, le contrôle des comptes, l'interdiction des licenciements sont autant d'axes visant à museler le capital plus qu'à le renverser.

- Nous avons surestimé l'impact potentiel révolution des mouvements de 1995 sur les groupes se réclamant de la. Ces mouvements ont réactivé un certain nombre de militants, ont favorisé la reconstitution de groupes locaux, et ont accentué les contradictions existant déjà dans les groupes trotskistes. Les regroupements locaux (certains ML) ont eu une vie éphémère ou se sont repliés sur une activité locale. Les groupes en rupture avec les directions de LO, de la LCR ou du PT, ne se sont pas radicalisés. Ils ont repris les thèmes de Lutte Ouvrière, ont abandonné leurs vellétés de construction indépendante, et se sont soit stabilisés à LO, soit ont rejoint la LCR.
- Il y a donc eu un renforcement du centrisme, et pas de radicalisation. Cela a été accentué par l'évolution de Lutte Ouvrière, qui fait décidément preuve d'un suivisme indéfectible à l'égard du PC dont elle veut prendre la place politique et électorale. Cela paraît contradictoire au fait qu'il y a remontées des luttes et mérite analyse. S'il y a une remontée, il n'y a pas eu poursuite de mouvements massifs comme l'attendaient, bon nombre de militants, animés par une conception spontanéiste de la lutte de classe. L'origine de ces positions est aussi dans un suivisme vis-à-vis du réformisme spontané dans la classe ouvrière, une reprise et une synthèse de positions des "ouvriers du rang" (selon les termes de Lutte Ouvrière). C'est, de plus, l'héritage du Programme de Transition de Trotsky, auquel tous ces groupes se réfèrent.

Les regroupements comme l'ART ou VdT étaient sous-tendus par un véritable besoin : la nécessité d'un parti de classe. Mais ce parti n'était vu que comme une agrégation de forces, pour faire nombre, sans considération d'orientation politique claire. Sur cet aspect aussi, cette attitude prenait ses racines à la fois dans le sentiment spontané du "tous ensemble" et dans l'unitarisme sans principe du trotskisme"

- Ce qui bloque les ouvriers les plus conscients (comme les militants PB des mouvements de masse), ce sont des facteurs politiques (absence de perspective et d'organisation crédible la portant auxquels s'ajoute le développement insuffisant du mouvement spontané oscillant entre réformisme traditionnel et anarcho-syndicalisme
- Le "tous ensemble", position centriste, est une attente en une unification politique, sous-estimant les divergences politiques et leur caractère divergeant voire antagonique, renvoie néanmoins à la conscience de la nécessité d'une force organisée sans prendre la mesure de la direction nécessaire de cette force par un parti communiste.
- La recomposition de l'extrême gauche se fait donc actuellement principalement sur une base centriste, autour des forces trotskistes.

Les courants anarchistes et l'anarcho-syndicalisme, en phase avec les caractères de la période

- Ces courants (CNT en particuliers) sont les plus des courants de résistance les plus avancés. Ce sont eux qui expriment le mieux les caractères subjectifs du moment. C'est à dire à la fois une volonté de lutte radicale, une défiance à l'égard des partis traditionnels, une valorisation de l'action immédiate, une défiance quant à la nécessité d'une alternative portée par un parti d'avant-garde.
- D'une autre façon que le centrisme trotskiste, l'anarcho-syndicaliste est en phase avec la situation actuelle et un frein à la progression politique des nouveaux militants. Ils refusent d'envisager la prise de pouvoir politique et désarment donc les travailleurs face à l'état bourgeois et ses forces de répression. De plus, l'indépendance syndicale est sacralisée pour mieux servir au rejet d'une organisation politique vraiment communiste.
- Mais ce que l'on peut appeler l'anarcho-syndicalisme est plus diffus et large que celui portée par les courants organisés. Il se nourrit de l'impossibilité de penser en terme d'alternative politique, à une époque marquée par l'échec des tentatives de transition socialiste, échecs fortement exploités par la bourgeoisie. C'est l'impuissance à penser l'avenir qui conduit à valoriser exclusivement l'action immédiate et des résultats concrets. Pour l'anarcho-syndicalisme aujourd'hui : la lutte immédiate est tout, le but n'est rien

La gauche du PCF : pas de rupture avec le vieux révisionnisme

- L'apparition au grand jour des oppositions en œuvre depuis longtemps dans le PCF, est la conséquence de sa dégénérescence ultime. Le caractère tardif de ces ruptures est symptomatique de la ligne de ces courants, et des illusions qu'ils entretenaient sur la nature de ce parti depuis d'un plat réformisme. Les illusions sont ainsi le signe que pour l'essentiel ces courants ont partagé nombre de déviations révisionnistes de ce parti à contrecourant des mouvements de la classe, depuis plusieurs décennies.
- Bien que se réclamant du Marxisme Léninisme, comme le vieux PCF des années 50, il ne faut pas entretenir d'illusion sur l'avenir politique des groupes qui s'émancipent du PCF. Ils formeront une mouvance néo-révionniste, qui restera un adversaire politique et avec qui les convergences politiques, resteront conjoncturelles et sans avenir.
- Cela n'exclut pas que la crise de ce parti, n'induisse (comme celle des organisations trotskistes) des évolutions, individuelles positives, que nous devons traiter sans sectarisme et dans un esprit d'unité et de lutte.

1-6 Nos perspectives :

- Le centrisme ouvrier (besoin d'une organisation ouvrière, mais sous-estimation des conséquences des contradictions politique), comme d'une autre façon l'anarcho-syndicalisme (mise en avant uniquement de la radicalisation des luttes), sont en phase avec la situation politique. Ils sont l'expression d'une radicalisation inconséquente, parce que le flux de luttes n'a pas encore débouché sur un affrontement de classe mettant en porte à faux la gauche de la gauche (pour le centrisme), ou exacerbant le besoin d'une alternative politique (pour l'anarcho-syndicalisme).
- Cette réalité bloque l'évolution politique des ouvriers que ces organisations influencent. Face au centrisme, nous avons peu de poids politique (organisation numériquement faible, mise en avant des contradictions politiques), face à l'anarcho-syndicalisme qui recherche l'efficacité immédiate nous sommes plutôt vus comme force d'appoint. Toutefois, cette difficulté n'est pas insurmontable. Nous devons compenser notre faiblesse politique, par notre souci de la ligne de masse, par le développement de propositions politiques et organisationnelles, par la qualité de nos interventions et la rectification de notre style de travail. Ainsi nous augmenterons notre capacité à rallier les ouvriers fourvoyés dans le centrisme.
- Il est donc nécessaire d'apparaître comme une organisation, par une plus grande centralisation de notre activité indépendante, par des propositions concrètes en direction des ouvriers (type initiative du 13 novembre), de renforcer l'attention sur le travail d'organisation, d'éducation politique (écoles de base, stages ouverts), en poursuivant sur le plan politique la lutte contre le gouvernement réformiste...en donnant des perspectives alternatives.

2 Les contradictions des mouvements actuels de la classe ouvrière. Potentialités et difficultés.

2-1 Les atouts et les freins à l'organisation de la classe ouvrière

Après avoir affirmé que la situation actuelle recelait des potentialités importantes pour notre action et notre construction, il ne faut nullement dissimuler les difficultés qui existent encore dans la classe ouvrière.

Les luttes de la classe ouvrière sont marquées par les 20 dernières années, qui ont connu de profondes restructurations industrielles, d'ouverture au marché international et presque de manière continue, la gestion des affaires du capitalisme français par un gouvernement de partis de gauche, dans un contexte politique de disparition des états " dits socialistes ". **De cette situation découlent les contradictions objectives et subjectives de la classe ouvrière.**

Ce qui pousse en avant, c'est la détérioration de la condition ouvrière nécessairement portée par l'approfondissement des contradictions du capitalisme, et la conscience spontanée qui en découle ou quand elle est semée par des militants.

- La permanence des vagues de restructurations, des sacrifices demandés, de la prospérité du capital, de l'accroissement des inégalités dans la distribution de la richesse nationale et mondiale, a ravivé un anti-capitalisme de masse et la conscience spontanée d'un antagonisme social profond, qui se manifeste dans la reprise des luttes ouvrières (et plus généralement dans la société). Les partis réformistes qui ont été les agents de cette mutation de l'impérialisme français sont discrédités.
- La mondialisation, loin de créer un mouvement massif de repli chauvin, a avivé la conscience du caractère général des attaques contre les classes ouvrières, et le caractère vain des replis nationaux. D'où le quasi abandon par le PCF du "produisons français", d'où l'écho dans la société des luttes de sans-papiers et le relatif impact des mots d'ordre opposés à la fermeture des frontières (surtout parmi les travailleurs non ouvriers).
- Un besoin de solidarité, d'entraide et d'organisation sur des bases de classe (ou démocratique) et un rejet des formes les plus nettes de collaboration de classe qui se traduisent par l'émergence de nouveaux syndicats (SUD entre autre) ; mais qui ne saurait se limiter à cela, et qui se traduit dans la société par un regain d'intérêt (et d'attente) pour la classe ouvrière. Ces nouveaux syndicats affirment leur volonté de rompre avec le corporatisme et la délégation de pouvoir, ce qui est positif, même si cela ne se traduit encore bien souvent que dans une juxtaposition de corporatismes.
- Une plus grande ouverture au questionnement et au débat, conséquence du recul des certitudes, contrepartie positive du " Tous ensemble " de décembre 1995.

Ce qui freine est principalement la désorganisation de la classe ouvrière.

- Les années de restructuration industrielle ont bouleversé profondément les collectifs ouvriers, ont largement affaibli les formes d'organisation et de résistance spontanées que les travailleurs avaient construites dans les années de luttes antérieures. Forte pression individuelle, isolement, et pression idéologique dans le travail (NPP), accentuée par la pression du chômage et le développement de la précarité qui ne se limite pas au développement massif des emplois précaires.
- Le développement d'une masse de travailleurs précaires affaiblit l'emprise de l'esprit " d'entreprise " dans la classe ouvrière. Il est donc un facteur positif en terme de prise de conscience de la nature du capitalisme. Toutefois cette précarité affaiblit les capacités d'organisation des travailleurs et encourage l'individualisme, et limite donc la possibilité de transformer la conscience immédiate en conscience révolutionnaire.
- La classe ouvrière a vieilli, et les jeunes ouvriers sont arrivés à l'usine dans un conteste politique et social, qui leur permettait difficilement de s'inscrire dans une tradition de lutte et de résistance syndicale, politique et idéologique.
- Alors que dans les années 70, certains secteurs ouvriers jouaient un rôle " d'avant-garde " des luttes (OS, et OS immigrés en particulier de l'automobile) et polarisaient les luttes des autres, aucun secteur ouvrier ne s'est ainsi affirmé, et ce sont les travailleurs du secteur parapublic, qui du fait des restructurations de ces secteurs, jouent ce rôle.
- Si le rejet du capitalisme grandit, la conviction de la possibilité d'une alternative politique et sociale a été entamée dans les masses par l'effondrement du bloc de l'Est qui semblait pour beaucoup, une alternative certes insatisfaisante, mais une alternative tout de même. Le discrédit des partis réformistes, comme le bilan des pays de l'Est, sont en partie celui de la politique en général (ce qui conforte les réflexes de typer anarcho-syndicalistes).

En synthèse :

- Dans un contexte de développement des luttes de résistance, la conscience des enjeux progresse, en rapport avec le rejet croissant de cette société comme de ceux qui en sont les gérants ; **mais cette conscience entre en contradiction avec la conscience de la faiblesse de la classe ouvrière tant en terme d'organisation que d'alternative politique et sociale.**

Le rejet du capitalisme passe chez les travailleurs les plus conscients par un rejet de la fatalité des dégâts du progrès capitalistes : restructurations, licenciements, les morts de l'amiante, le sang

contaminé, la couche d'ozone, la vache folle ... Les capitalistes apparaissent comme les seuls libres de produire comme ils veulent afin de dégager du profit. Mais le discrédit des "utopies" politiques place les ouvriers les plus conscients face à une exigence démesurée. Elle peut être décourageante et explique pour partie la réticence de ces travailleurs à s'engager dans des organisations politiques révolutionnaires afin de construire un futur de rupture avec le capitalisme, où eux-mêmes seraient engagés et responsables. (NdIR : ce § a été re-rédigé, et nous sommes à la recherche de la re-rédaction..., mais il s'agit de toutes les façons de modifications secondaires).

- **Ce sont là les réalités que nous devons intégrer à notre tactique de construction dans la classe ouvrière tel que nous le verrons par la suite**

2 – 2 Les ouvriers conscients, les masses, et la résistance à l'engagement

Les masses et les éléments avancés

- Ce qui distingue les ouvriers les plus avancés, de la masse, ce n'est pas leur attitude pratique face aux attaques de la bourgeoisie, c'est la conscience avec laquelle ils y font face. Les ouvriers conscients sont, porteurs d'une mémoire et de réflexes de classe (idéologiques entre autre) qui font défaut à la masse (et en particuliers aux jeunes ouvriers).
- Nous percevons que les ouvriers les plus avancés, soucieux du "tous ensemble", du rapport de force craignent de se couper de la majorité en se faisant les porteurs d'orientations à contre courant, ou en s'investissant dans des organisations encore peu ouvrières. Ce besoin d'**unité (force), contribue donc à leur faire relativiser les enjeux des divergences politiques ; mais il** est aussi l'indice d'un souci positif de ne pas se couper de la masse des travailleurs; il nous faut donc procéder par étapes dans le processus de démarcation vis-à-vis des réformistes, et sans en faire un préalable, exprimer notre orientation (en particulier dans les syndicats)
- Cette difficulté est aussi un élément incontournable de notre activité. Cela témoigne, si ce constat est juste, que les ouvriers les plus conscients rejettent les organisations qui ne seraient pas en prise avec la réalité vivante et contradictoire de la classe ouvrière, et qu'ils attendent d'une organisation qu'elle leur permette de répondre aux enjeux, aux problèmes et aux questions auxquelles ils sont confrontés.
- Malgré ces difficultés, ce sont ces ouvriers avancés que nous cherchons à organiser en priorité. Ils apporteront à l'organisation outre leur expérience politique, un réseau de relations qui ne peut que nous renforcer. Ces ouvriers se tournent plus spontanément vers le syndicalisme et son activité légale que vers une petite organisation où le militantisme n'est pas facile. Ils se distinguent des ouvrier(e)s révolté(e)s et souvent socialement isolé(e)s qui peuvent y trouver une réponse à leur besoin de convivialité et de solidarité.

Vaincre la résistance à l'engagement !

- Nous constatons dans notre activité, une grande difficulté à faire passer nos sympathisants ouvriers, de la sympathie à l'engagement militant. Comment surmonter cette difficulté ? Nous sommes évidemment dans une période qui du point de vue de la lutte de classe est une période d'accumulation d'expérience, de conscience, qui n'a pas encore débouché sur un saut qualitatif, saut qui inévitablement accélérerait l'évolution politique de nos sympathisants. Mais nous ne devons pas attendre pour autant. Alors deux attitudes s'offrent à nous.
- La première est de mettre l'accent, dans la contradiction entre les sympathisants et nous, sur les inconséquences de nos sympathisants, pour les pousser à les surmonter, ce serait donc à eux de faire la démarche vers nous. La seconde est de considérer que c'est à nous, à l'organisation, de créer les conditions de leur engagement, par sa politique, par sa transformation. Les deux démarches ne sont pas exclusives, et sont présentes dans les pratiques de l'organisation ; la question est de savoir quel est le levier principal.
- Nous affirmons que l'évolution ou non d'un sympathisant de notre politique, de notre tactique, de notre style de travail, de notre capacité à répondre à leurs difficultés ou à leurs questionnements politiques. Elle est dans notre capacité à lutter avec eux sur des objectifs intermédiaires vécus

comme accessibles et illustrant nos objectifs plus lointains, à prendre en compte ce qui freine l'engagement non comme le problème du sympathisant, mais comme le problème à traiter par l'organisation. Il faut donc partir des besoins, des aspirations et des contradictions des ouvriers pour les dégager et les amener à adhérer à l'organisation au terme d'un processus qui peut être long. Il ne faut en effet pas oublier que l'évolution du niveau du sympathisant dépend aussi de l'état de la classe ouvrière et de ses luttes sur lequel nous avons une portée très limitée.

Faire reculer les points de vue de l'organisation qui sont des obstacles à la transformation de sympathies en engagement

- **La résistance à l'engagement n'est pas principalement le signe d'une conscience insuffisante,** mais bien celle de la conscience de la contradiction entre les exigences du changement et les moyens réels disponibles pour cela. Ce manque de confiance ne s'adresse pas seulement à l'organisation, mais à soi-même et à la classe en tant que telle. Les ouvriers sont conscients du recul de leurs capacités d'organisation (spontanée ou non), et du développement de l'individualisme.
- **Cette contradiction ne se résoudra pas principalement en donnant des garanties quant à l'avenir en détaillant notre bilan du socialisme réel.** La question récurrente "quelles garanties a-t-on que les travailleurs ne perdront pas le contrôle de leur pouvoir ?" doit être entendue comme suit : "Nous qui aujourd'hui pesons si peu dans les choix sociaux, qui sommes isolés, comment pourrions-nous contrôler demain ?". L'incapacité des ouvriers à avoir confiance dans l'avenir est en rapport direct avec leur faible capacité à lutter aujourd'hui contre la dégradation de leurs conditions d'existence.
- Le blocage est donc dans la situation d'excessif éclatement ouvrier, et dans l'absence de sentiment de classe positif qui s'incarnerait dans un tissu d'organisations véhiculant une idéologie et des valeurs collectives qui permettent à chaque ouvrier de se sentir fort (et fier) parce qu'inscrit dans une collectivité vivante.
- **Vaincre la résistance à l'engagement, ce n'est pas principalement donner les réponses pour demain** (principalement, car donner des perspectives pour demain est important), **mais donner aux ouvriers et en particulier aux ouvriers les plus conscients, la confiance en eux-mêmes et en leur classe, et en leur capacité à être des dirigeants politiques.** Et cela passe par la construction de rapports de solidarité, non pas éphémères tels que dans les luttes, mais permanents, qui permettent de développer les capacités collectives de la classe (politiques, idéologiques et pratiques). (Moyens politiques, pratiques et idéologiques).
- **Vaincre la résistance à l'engagement c'est aussi leur donner les moyens idéologiques et pratiques de traiter les contradictions et les difficultés (familiales ou autres) que l'engagement militant (des hommes et encore plus des femmes) accroît dans cette société** (où la pression sur les individus et les familles est forte). Les femmes plus que les hommes supportent la responsabilité de la famille et quelle que soit leur grande révolte, elles rencontrent des obstacles importants à leur engagement politique. Cela exige évidemment que ces questions soient traitées au sein même de l'organisation et que l'organisation se transforme elle-même. Qu'ils soient traités dans la presse comme dans la pratique de l'organisation (entraide et solidarité). C'est une dimension que nous occultons trop facilement. Cela relève de la transformation du style de notre travail, qui exige une lutte politique et idéologique en notre sein.

3 - Approfondir l'orientation du 4ème congrès de 1998

3 – 1 Poursuivre la transformation de l'organisation, de son style de travail pour renforcer notre capacité à organiser

De quelle organisation avons-nous besoin ?

- Une organisation communiste et ouvrière est une organisation de résistance et de lutte non seulement pour défendre les intérêts matériels immédiats ou à plus long terme de la classe, mais

aussi une organisation de résistance et de **lutte politique et idéologique** sans lesquelles il ne peut y avoir d'autonomie de classe. Ce n'est pas seulement une machine à prendre le pouvoir.

- **Il ne peut y avoir une telle résistance que collective.** Ce sont les rapports de solidarités et d'entraide, en lien avec notre idéal communiste, qui permettent aux ouvriers de surmonter l'isolement et le repli individualiste auquel celui-ci conduit inévitablement.
- Dans notre propagande, dans les premières pages de Partisan, en conclusion des éditoriaux, nous avons souvent appelé les ouvriers à réfléchir, à tirer en particulier le bilan des échecs passés. Faire un mot d'ordre de la nécessité du bilan et de la réflexion dans notre propagande ne peut que faire sentir encore plus, aux ouvriers auxquels nous nous adressons, l'écart entre leurs possibilités (individuelle) et les tâches. Et donc leur faire encore plus sentir qu'ils ne sont pas à la hauteur de la situation. C'est collectivement que les **ouvriers peuvent réfléchir**. Aussi, c'est seulement au sein de VP ou de ses organisations (cercle Partisan, réunions de proximité etc...) que cette contradiction peut être surmontée.
- Faire vivre cette organisation impose non seulement **une transformation du style de travail, et la lutte contre des rapports sociaux et idéologiques dans l'organisation qui sont marqués par sa dominante petite bourgeoise**. Le volontarisme politique de l'organisation a grandement renforcé un style de militantisme professionnel reposant sur un effort individuel et sacrifiant la dimension collective dans tout ce qui n'était pas strictement nécessaire à l'exécution des tâches politiques.
- La rectification dans le style de travail amorcé au dernier congrès n'a été que partiellement mise en œuvre. Cette rectification qui devient maintenant un enjeu majeur de la prolétarianisation de VP, n'est pas seulement de l'ordre de l'acquisition de méthodes de travail. Elle exige une lutte idéologique pour combattre les tendances spontanées d'une organisation composée encore de beaucoup de militants issus de la petite bourgeoisie.
- La pression idéologique bourgeoise, l'individualisme en particulier, est forte. Elle s'exerce sur les ouvriers comme sur les militants. Il ne faut donc nullement sous-estimer la lutte idéologique dans et hors de l'organisation si l'on veut transformer durablement VP. Il n'y aura pas de changement durable dans le style de travail si l'organisation ne développe pas en son sein une capacité de critique et d'autocritique fraternelle, et si la nécessité de développer des rapports de solidarité et de convivialité, débouche sur des rapports de copinage, et non de camaraderie.

La transformation de l'organisation doit contribuer à surmonter l'isolement des ouvriers conscients

- L'organisation doit favoriser par ses initiatives et par son style de travail politique, tout ce qui brise cet isolement par des rencontres ouvrières, des stages d'été, adaptés à cette nécessité et **dans des conditions qui soient compatibles avec les contraintes qui pèsent sur les ouvriers (ères)**. Dans ces rencontres, comme nous avons entrepris déjà de le faire, l'organisation doit appliquer la ligne de masse, et permettre aux ouvriers de s'exprimer, de faire vivre leur expérience, pour reconquérir une capacité d'initiative (retrouver confiance en leurs capacités).
- L'organisation doit donner les moyens politiques, idéologiques et pratiques permettant aux ouvriers avancés d'accroître leur influence sur la masse (et pas seulement dans le travail syndical, tout au contraire), aussi bien que de **traiter collectivement les contradictions que leur engagement militant peut impliquer**. (Il n'y a pas que les petits bourgeois pour qui il y a ce type de contradictions).
- **Offrir aux ouvriers avancés autour de l'organisation (avant que ce soit à l'intérieur) les lieux d'échange et de solidarité, qui leur permette de se renforcer politiquement et idéologiquement par la confrontation avec d'autres travailleurs, sous la direction de l'organisation.** (Ce que l'organisation ne peut pas encore entièrement satisfaire en son sein – compte tenu de sa composition sociale dominante).
- **Lier notre capacité de convaincre à une capacité à organiser.** La conscience sans moyen de transformation de la réalité ne peut que renforcer le sentiment d'impuissance. Le travail d'organisation est d'abord un travail de conviction politique et idéologique, mais les idées que

nous portons doivent s'inscrire dans une pratique commune avec les ouvriers que nous dégageons ou rallions. D'où travail de préparation avec eux des initiatives, des participations politiques divers (manifs..., suivi des contacts) ce que nous ne faisons qu'imparfaitement.

- **Organiser en donnant à chacun la possibilité d'apporter sa pierre à la construction de l'organisation.** D'où l'importance de la formation (quelles décisions?). Ce qui impose une division rigoureuse du travail. Des plans de travail. Une préparation des tâches avec les camarades ouvriers.
- Nous devons briser l'isolement aussi au plan international (vu les enjeux de l'évolution de l'impérialisme). Nos relations avec les organisations ou regroupements internationaux doivent prendre en compte cette dimension. **Politiquement ces liens internationaux, sont plus importants que les liens entre organisations nationales. Ils contribuent à faire vivre face à l'internationalisation du capital, l'internationalisme des ouvriers.**

3 – 2 Renforcer le travail en direction de la classe ouvrière sans tomber dans l'ouvriérisme.

Travail en direction de la classe ouvrière et ouvriérisme.

- Il existe le risque de donner un contenu économiste à l'approfondissement de notre travail en direction de la classe ouvrière : Il peut prendre la forme d'une propagande centrée sur le compte rendu des luttes de leurs formes et de leur radicalité, plus que sur leur contenu politique, ou d'une réduction de l'aspect ouvrier au rapport économique ouvrier / patron, avec une sous-estimation des autres dimensions de la vie ouvrière, des questions idéologiques.
- Donner la priorité au travail en direction de la classe ouvrière ce n'est pas tomber dans l'économisme, si cette activité est vue comme un aspect du dégagement d'une avant garde communiste. En effet, “ *La conscience des masses ouvrières ne peut être une conscience de classe véritable si les ouvriers n'apprennent pas à profiter des faits et événements politiques concrets et actuels pour observer chacune des autres classes sociales dans toutes les manifestations de leur vie intellectuelle, morale et politique, s'ils n'apprennent pas à appliquer dans la pratique l'analyse et les critères matérialistes à toutes les formes de l'activité et de la vie de toutes les classes, catégories et groupes de la population. Quiconque attire l'attention, l'esprit d'observation et la conscience de la classe ouvrière uniquement ou même principalement sur elle-même, n'est pas un [communiste] ”. Lénine Que faire*
- Toutefois, en l'absence de fortes luttes collectives de la classe, dans un contexte de réactivation des mouvements spontanés encore éclatés, le risque d'économisme est important. Il peut prendre la forme d'une propagande de type syndicaliste et agitatoire sur les luttes immédiates. **Lutter contre le gouvernement ne suffit à nous démarquer de l'économisme.** La lutte contre le gouvernement peut être aussi économiste si l'on ne traite pas **de la nature du pouvoir et de la nécessité d'en changer.**

L'économisme limite notre capacité d'organisation des ouvriers de plusieurs façons !

- En ne voyant pas **tous les potentiels de révolte chez les ouvriers**, en les réduisant à l'exploitation économique brute, en ignorant les spécificités dans la classe (rien par exemple dans Partisan, sur la flexibilité du travail des femmes alors qu'elles en sont les premières victimes) ; en sous estimant les difficultés de la vie ouvrière à surmonter pour organiser (contradiction homme, femme, famille, voire religion / immigration) ; en ignorant les faits que les changements dans les rapports sociaux immédiats induisent des effets idéologiques ; en ignorant l'importance de la lutte idéologique.
- En n'accordant pas une attention particulière au travail en direction des femmes et au traitement des contradictions hommes / femmes dans et hors de l'organisation dans notre activité politique. Cela impose d'aborder plus franchement des questions d'ordre idéologique ; mais nous devons aussi aborder chaque question politique sous l'angle des contradictions existant dans la classe ouvrière (femme / hommes, Français / immigrés) et d'élargir le champ de des questions traitées par nos interventions politiques.

- L'économisme limite la possibilité d'affirmation de la classe ouvrière en tant que classe d'avant-garde, c'est à dire capable de faire apparaître ses intérêts comme ceux de la majorité des exploités. L'économisme limitant la révolte à celle née de l'exploitation économique immédiate, empêche les autres classes de se reconnaître véritablement dans le combat des ouvriers. Alors qu'il y a un mouvement spontané en ce sens.
- Le renforcement de notre travail en direction de la classe ouvrière, sans tomber dans l'économisme, doit donc s'appuyer sur des approfondissements théoriques, permettant renforcer la pertinence de notre propagande, et notre capacité à établir des liens vivants entre les luttes immédiates et la nécessité de la transformation révolutionnaire de la société.

3 – 3 Comment faire vivre la nécessité de la révolution ?

Nos questions et nos difficultés

- Nous avons dit que l'anarcho-syndicalisme était alimenté par la difficulté à penser l'avenir en terme d'alternative politique et sociale. Si nous le critiquons seulement en terme de refus d'organisation, nous passons à côté de son caractère qui est de privilégier les actions immédiates sur toute perspective ou réflexion quant à l'avenir. Or, nous devons constater qu'en pratique VP a des difficultés à faire le lien entre son investissement dans les luttes immédiates et la perspective socialiste qui est inscrite dans notre plate-forme.

L'évolution de nos positions.

- Au début des années 80, VP cherchait à faire vivre la nécessité du communisme à partir des luttes et contradictions sociales (programme concret / programme général du socialisme),
- Suite aux reflux au milieu des années 80, il est apparu des interprétations réformistes au sein de l'organisation. Pour s'y opposer la majorité a mis l'accent sur le défaitisme révolutionnaire (l'affirmation des intérêts ouvriers dans les luttes du moment).
- Ce n'est plus la pratique de l'organisation aujourd'hui, mais la difficulté à faire le lien entre les luttes d'aujourd'hui et la perspective révolutionnaire persiste.

Comment faire le lien entre les luttes aujourd'hui et la perspective communiste ?

- **Nous gagnons** de la sympathie et de l'audience principalement dans notre activité dans les luttes actuelles. Nous la gagnons en défendant les intérêts ouvriers, en propageant des positions qui reflètent les intérêts des mouvements dans les luttes présentes. C'est notre tâche. **Mais nous ne faisons pas le lien entre ces luttes et la perspective socialiste.** L'articulation des plates-formes revendicatives aux mots d'ordre du programme concret du socialisme a complètement disparue de notre activité.
- Nous avons tendance à déduire de l'insuffisance du bilan du socialisme notre difficulté à organiser. Nul doute que ce point est mis en avant par des travailleurs. Est-il le véritable obstacle ? Sûrement dans la tête des militants de VP, qui sont renforcés dans cette conviction par les interrogations des ouvriers. Nous sommes aussi timorés dans notre affirmation en tant que communistes ? Pourquoi ? Cela tient d'une part à une tendance anarcho-syndicaliste (reflet de la situation actuelle) et du discrédit du communisme. Et au fait que l'on pense ne pas avoir suffisamment éclairci l'avenir, le bilan (du socialisme) pour être à même d'entraîner l'adhésion.

Comment porter l'alternative ?

Nous pouvons aborder notre activité de propagande sur la question de l'alternative politique et sociale selon quatre angles d'attaque.

- Porter l'alternative, c'est d'abord faire progresser son élaboration qui a peu avancé ces dernières années. Il faut en premier lieu synthétiser et réactualiser de manière systématique les acquis de VP, déjà regroupés dans le cahier N°3 de notre plateforme. Il faut ensuite reprendre l'élaboration, à la fois par la poursuite de l'étude de la transition au communisme et pour faire vivre cette conception de l'alternative que nous portons dans les luttes aujourd'hui. Un programme n'est jamais définitif et achevé, il doit être constamment enrichi par la théorie et adapté aux évolutions de la lutte des

classes. Enfin, il faut construire les moyens de réflexion théorique, de bilan du passé et de mise en œuvre de ce projet : c'est construire un véritable parti des travailleurs, un parti véritablement communiste.

- Nous devons lutter contre un fatalisme qu'une certaine forme de "clairvoyance économique" introduit dans la classe ouvrière. Nous devons montrer la contradiction entre les potentialités de liberté (économiques, sociales) de la société et les rapports sociaux dominants. Cette contradiction ne pouvant être résolue pour la majorité que par une révolution sociale. Nous devons nous ré-emparer de ce point de vue et l'aborder dans notre propagande, chaque fois qu'une question sociale nous en offre l'opportunité. Nous devons montrer la base objective de nos ambitions révolutionnaires. Nous devons être capables d'en tracer le chemin à travers la construction d'un rapport de force aujourd'hui limité mais vers des objectifs concrets.
- Le second angle d'intervention est de faire vivre la solidarité de classe, comme porteuse de nouveaux rapports sociaux. Cela nous permet d'articuler la question des potentialités de la société à la question de l'organisation. Mais pas n'importe quelle organisation, mais une organisation qui dans son mode de fonctionnement dans les mouvements, comme dans son fonctionnement interne, rende vivant les objectifs **du communisme (Le rôle des ouvriers, le rapport aux masses, la démocratie, et l'importance de la polémique, mais aussi la solidarité, de la formation politique...)**.
- Le troisième angle, que nous ne devons pas négliger, est de lutter à contrecourant d'un bilan exclusivement négatif propagée dans la société sur les expériences du socialisme, y compris par des courants progressistes. La polémique portée contre les falsifications bourgeoises, doit s'appuyer sur des éléments de bilans de ces expériences historiques qui ne masquent pas les échecs ou les responsabilités. Cette polémique, qui vise à organiser les ouvriers, doit s'articuler aux deux points de vue d'attaque précédents. Elle doit exprimer clairement les éléments essentiels que la prise du pouvoir va changer dans la situation concrète des prolétaires que ce soit immédiatement ou progressivement (chômage), revenus, satisfaction des besoins, participation aux décisions...)
- L'organisation doit s'affirmer dans les luttes actuelles, dans la lutte politique et idéologique comme porteuse d'un projet de société vivant.